

APPEL À CONTRIBUTION OUVRAGE COLLECTIF

Crises humanitaires et intelligence des stratégies de réhabilitation au Cameroun : logiques résilientes et perspectives plurielles

1. Argumentaire

Le monde depuis le 11 septembre s'est inscrit officiellement dans un nouvel ordre mondial dont le terrorisme constitue le principal dénominateur commun de toutes les assises internationales, continentales, régionales, sous régionales ou nationales (Bonelli, Deltombe & Bigo, 2008). C'est ce qui explique que le phénomène prenne de l'ampleur pour gagner le reste du monde même s'il était réputé sévir d'abord aux Etats-Unis, ensuite au Proche et Moyen-Orient (Daguzan, et Lepick O., 2003). C'est ainsi que les mouvements terroristes vont naître et se répandre en Afrique maghrébine et subsaharienne. Désormais, les attentats – Kamikazes, les attaques asymétriques (...) ne vont être la chasse gardée des grandes puissances, mais un phénomène mondial qui *a priori*, repose sur un antécédent religieux et/ou civilisationnel (Hajjat, Marwan, 2016). Il faut donc distinguer au rang de ces mouvements djihadistes, les Chiïtes radicaux en Syrie et en Irak, l'ombre de Da'ech sur la moitié orientale du continent, Al Qaida en Afrique orientale, les groupes radicaux en Tunisie et en Libye, des Frères musulmans en Égypte, les Touaregs au Mali, les « *Boko-Haram* » au Nigeria, Shebab en Somalie, Ansar Eddine, Aqmi au Mali, le MUJAO (Mouvement d'unité pour le Djihad en Afrique de l'Ouest), la Séléka en RCA, etc.

Sous ce registre, c'est durant la fin de la décennie 2000 que la force islamiste « *Boko-Haram* » va véritablement se faire ressentir comme menace à caractère terroriste accablant de cette manière le Nigeria ainsi que quelques pays limitrophes, notamment le Cameroun et le Tchad (Saïbou, 2014). Toutefois, c'est au cours de l'année 2009 que les premières actions de la secte islamiste « *Boko-Haram* » vont s'extérioriser. De la sorte, les populations nigérianes vont être victimes des attaques terroristes dont le couronnement est mené simultanément avec les kidnappings – dont le plus illustre est celui des 300 lycéennes nigérianes – qui s'accompagnent des tueries, des attentats dans les églises, les marchés, les mosquées, les véhicules de transport, etc. Dans ce registre, ces attaques n'ont pas une circonscription géographique fiable. Elles ont lieu autant en centre-ville qu'en campagne.

Si ici, c'est l'insécurité du fait des attaques de la secte islamiste Boko-Haram qui engendre les déplacements, en RCA, la situation est un peu nuancée. La République centrafricaine (RCA) a connu une grave crise, sur le plan politique et en termes de protection des citoyens (meurtres, mutilations, enlèvements, viols, recrutement d'enfants soldats, etc.), qui a touché quasiment toute la population. Depuis que les rebelles de la Séléka ont renversé le Gouvernement en mars 2013, le Nord et l'Ouest du pays ont été le théâtre de scènes d'une violence extrême et sans précédent perpétrées contre des civils et des minorités. En décembre 2013, les actes de violence avaient redoublé d'intensité à Bangui et sa périphérie, lorsque les anti-balaka (milice d'autodéfense) ont lancé une offensive contre la capitale et se sont attaqués aux ex-rebelles de la Séléka : les conditions de sécurité se sont détériorées. Les tensions se sont aggravées en raison, notamment, de la radicalisation des discours et des actes de violence des anti-balaka et

des ex-rebelles de la Séléka ainsi que de nouvelles violences le long de la frontière Nord. Les menaces croissantes qui ont pesé sur les musulmans à l'Ouest et au Centre du pays ont conduit une majorité d'entre eux à quitter ces régions. Exacerbé par ce qui semble être une instrumentalisation et une manipulation des communautés par les responsables politiques et commerciaux, le conflit a considérablement évolué, passant d'une apparente opposition entre anti-balaka et ex-rebelles de la Séléka au début de l'année à une forte hostilité entre les représentants autoproclamés des communautés chrétiennes et musulmanes. Au 2 juin 2014, on recensait encore 557 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire centrafricain. Le quart d'entre elles se sont installées à Bangui. Depuis décembre 2013, quelque 250 000 personnes ont pris la fuite, poussées par la peur, vers au moins 14 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Dans l'ordre, c'est au Tchad, au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC) et en République du Congo (Congo) qu'elles sont les plus nombreuses (OCHA, 2015).

Par ailleurs, la question des mobilités contemporaines ne peut être abordée en laissant de côté la crise séparatiste qui touche certains pays aujourd'hui en Afrique, notamment la question de la sécession dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, la question de la sécession en Casamance, etc. Sans revenir sur les germes et le contexte de ces crises, la problématique des mobilités humaines peut être interrogée ici en abordant justement les mécanismes mis sur pied par les déplacés internes pour s'adapter et se réinsérer dans les localités considérées comme plus paisibles que les lieux de départ.

Cela dit, que ce soit d'un côté, comme de l'autre, les crises et les phénomènes d'insécurité ont engendré des mobilités humaines. Les unes temporaires, les autres définitives. En réalité, ces mobilités humaines ont donné lieu à des dynamiques humanitaires des pouvoirs publics et des populations riveraines. Si les réfugiés bénéficient d'un statut humanitaire et d'une assistance internationale, les déplacés internes, pour la grande majorité, empruntent les chemins de la réinsertion individuelle.

Cette assistance humanitaire a commencé dans les sites de refuge et continue aujourd'hui dans le camp des réfugiés (Agier, 2012). L'installation des populations dans les camps n'est pas un cas isolé au Cameroun et en Afrique centrale. Il s'agit plutôt d'un phénomène social qui s'inscrit dans un vaste mouvement en pleine expansion dans le monde actuel où, sur les différents continents l'on assiste à des mobilités humaines massives des populations liées aux violences politiques, à la guerre et à l'insécurité d'une part, et d'autre part à la création des camps qui se multiplient et se banalisent dessinant peu à peu un nouveau paysage mondial (Agier, 2014). L'expansion de ce phénomène a donné lieu à ce qu'on peut appeler une science des camps qui est un ensemble de travaux scientifiques dont l'objet d'étude se constitue autour de ces lieux qui sont pour la plupart l'emblème d'une condition sociale créée par la guerre ou l'insécurité et l'action humanitaire (Agier, 2002). Ces recherches ont permis de documenter les différents aspects de la vie dans les camps de réfugiés.

Cependant, les effets socioéconomiques de ces crises humanitaires ne sont plus à démontrer. Nombreux sont des documents scientifiques qui en font état (Saibou, 2014 ; Wassouni et Gwoda, 2017a, 2017b). De même, les problématiques liées aux attaques et attentats de la crise

boko-haram ont été suffisamment documentées à travers notamment la cartographie spatio-temporelle des attaques de Boko Haram, les différentes réponses militaires et mesures anti-kamikazes en termes de modalités, effets et contraintes, la prise en charge médicale des victimes de Boko Haram et la gestion du deuil en situation de psychose ainsi que la question des mobilités humaines en temps d'insécurité (Saibou, 2018).

Dans ce registre, le présent projet d'ouvrage, inspiré d'une étude menée par le Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation du Cameroun à travers le Centre National d'Éducation, entend analyser dans une perspective pluridisciplinaire, les stratégies intelligentes de réhabilitation des personnes déplacées rendues vulnérables et vivant dans des environnements et des conditions qui fragilisent considérablement leur participation sociale, culturelle, économique et juridico-politique dans la société camerounaise (Nzhe, Leka, Djouda, 2019). Les déplacements forcés s'expliquent par le paradigme des 3P (Pauvreté, Partage et Pouvoir). Les stratégies de réhabilitation des déplacés doivent intégrer le paradigme selon lequel dans l'idée d'échapper à la pauvreté, les hommes vont à la conquête du pouvoir au moyen d'entreprises rentrant dans le cadre de la violence génératrice de revenus. Ainsi, la situation humanitaire qui résulte des déplacements débouche sur deux formes majeures de conséquences. Premièrement, il se crée une dynamique d'intégration (des réfugiés et déplacés internes) et de désintégration (de la population hôte qui finit par envier les victimes accueillies). Deuxièmement, la cohabitation entre réfugiés et populations hôtes débouche sur l'émergence de nouveaux conflits ou tensions inhérentes à la conquête des ressources (eau, bois, etc.). Ainsi, est-il proposé à travers ce projet scientifique de considérer que les stratégies de réhabilitation des déplacés forcés au Cameroun devraient résulter de réflexions et propositions suggérées par le paradigme des 3P : Pauvreté – Partage – Pouvoir. C'est-à-dire le paradigme qui voudrait que soient prévenus les problèmes engendrés par les insuffisances de rétribution de la prospérité de l'État.

Cet ouvrage interroge également la participation des institutions internationales dans l'assistance aux personnes vulnérables du fait des déplacements en Afrique centrale. En effet, reconnaît les spécialistes de la question (Saibou, 2015), les différentes réponses aux crises humanitaires doivent être globales et s'opérer dans une dynamique de coalition. Dans ce cadre, des expériences de synergie, de collaboration et de coopération des différentes organisations et corps politiques peuvent être abordées en mettant beaucoup plus l'accent sur les stratégies innovantes d'assistance humanitaire. Il s'agit surtout de voir dans ce contexte comment l'État, face à la problématique des crises humanitaires parvient à « manager » les idéologies, les peurs, les réussites, les citoyennetés et les nationalités.

2. Les axes de réflexion

Les contributions pourront s'intéresser aux axes suivants non exhaustifs :

- Questions et conditions de retour des réfugiés/déplacés internes ;
- Naturalisation des réfugiés ;
- Autochtonisation/sédentarisation des déplacés internes ;
- Clandestinités et résistances au retour ;

- Stratégies d'intégration des réfugiés/déplacés ;
- Parcours de vulnérabilité des déplacés ;
- Expériences de survie des déplacés ;
- Stratégies opérationnelles des pouvoirs publics ;
- Action humanitaire et ses impacts ;
- Rapports réfugiés/déplacés dans le camp et hors du camp ;
- Violences et sociabilités urbaines chez les déplacés ;
- Mobilités humaines et mentalités urbaines ;
- Actions publiques et réhabilitation ;
- Langages de crises et inventivité sociale ;
- Synergies des actions humanitaires ;
- Collectivités territoriales décentralisées et assistance humanitaire ;
- Contours et détours des politiques et actions publiques internationales, nationales et locales ou territoriales ;
- Etc.

Bibliographie

- Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*, Paris, La Découverte, 2016
- Agier M., *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002.
- Agier M., « Penser le sujet, observer la frontière Le décentrement de l'anthropologie », *L'Homme*, n°203 - 204, 2012/3 p. 51-75.
- Agier M., *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014.
- Bonelli L., Deltombe Th. et Bigo D., *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008.
- Daguzan J-F. et Lepick O., *Le terrorisme non conventionnel*, Paris, PUF 2003.
- Daguzan J-F., *Crise économique et terrorisme*, 2003.
- <http://www.rfi.fr/emission/20150124-saibou-issa-cette-guerre-contre-boko-haram-est-une-guerre-collective-cameroun-nigeria-terrorisme/>
- Nzhie Engono J., Leka Essomba A., Djouda Feudjio Y. B. (coord.), *La vulnérabilité sociale en débat au Cameroun. Approches et intégrations sociologiques plurielles*, *Revue Camerounaise de Sociologie*, Dossier thématique n°1, Paris, L'Harmattan, 2019.
- Saïbou Issa (dir.), *Attaques et attentats de boko-haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, *Revue Kaliao*, Volume spécial, Paris, L'Harmattan, 2018.
- Wassouni F., Gwoda A., *Boko-Haram au Cameroun. Dynamiques plurielles*, Peter Lang, 2017a.
- Wassouni F., Gwoda A., *Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun*, Yaoundé, Schabel, 2017b.

3. Comité scientifique et de lecture

Pr Mforteh Stephen Ambe, Université de Yaoundé I/Centre National d'Éducation – Pr Armand Leka Essomba, Université de Yaoundé I – Pr Alawadi Zélao, Université de Dschang – Pr Onana Noah Nathan, Université de Maroua/MINRESI – Pr Yambene Henri, Centre National d'Éducation – Dr Ntonifor Helen, MINRESI-Yaoundé – Dr Nouazi Kemkeng Carole Valerie, Centre National d'Éducation – Dr Jiotsa Albert, Centre National d'Éducation – Dr Gaston Bessala, Centre National d'Éducation – Dr Tomo Njobo Timothée, Centre National d'Éducation – Dr Nkengue Abega Protais Brice, Centre National d'Éducation – Dr Manga Kalniga José Donadoni, Centre National d'Éducation – Dr Obam Yannick, Centre National d'Éducation – Dr Minkonda Hermann, Centre National d'Éducation – Dr Mvondo Mvondo Hervé, Centre National d'Éducation.

4. Consignes éditoriales

Les articles complets doivent être soumis sous la forme suivantes :

- Dans la police Times New Roman 12 pour le corps de texte, Arial pour les titres ;
- La longueur des textes doit être comprise entre 60 000 signes et 70 000 signes ;
- Marges justifiées à gauche et à droite ;
- Citations courtes (moins de quatre lignes) dans le corps du texte entre guillemets français (« citation ») et non anglais (“citation”) ;
- Citations longues dans un paragraphe en retrait vers la droite ;

- Dans une énumération présentée sous forme de listes avec numéros ou tirets, chaque élément de la liste est suivi d'un point-virgule (y compris quand il s'agit de plusieurs phrases), sauf le dernier par un point ;
- L'appel de note infrapaginale se place toujours avant la ponctuation (point, guillemet fermant, etc.) ;
- Les chiffres sont écrits en toutes lettres sauf pour les dates, les années, les numéros et les chiffres trop élevés ;
- Pour les renvois, on utilisera la *conferatur* dans tous les cas (renvoi au texte lui-même ou à des références bibliographiques. On l'écrit cf., jamais cfr. ;
- L'abréviation de premier est 1^{er} ou 1^{er}, celle de deuxième, 2^e ou 2^e et ainsi de suite. Il faut veiller à ce que le système utilisé soit le même tout au long du texte ;
- Pour les siècles, on choisira les chiffres romains XX^e ou XX^e siècle (et non 20^e siècle) ;
- Pas de paragraphe vide entre deux paragraphes ;
- Référence de type Harvard dans le texte sur ce modèle : (Simmel, 2008 : 25) ;
- Titre court (max 6 mots) avec sous-titre plus long si nécessaire ;

- Les titres ne reçoivent jamais de ponctuation finale à l'exception des points de suspension, d'interrogation ou d'exclamation ;
- Pas d'italique ni de gras ni de soulignement dans le texte, excepté l'italique pour les titres d'ouvrage ;
- La bibliographie doit être réalisée sur base du modèle suivant :
 - Attias-Donfut A., Lapierre N., Segalen M. (2002) : Le nouvel esprit de famille. Paris : Éditions Odile Jacob ;

- Manga Kalniga, J. D., (2017) : « L'encadrement scientifique au Cameroun. Entre défaillances institutionnelles et déclinaison du métier d'universitaire ». Revue *Émulations*, n°21, p. 53-66 ;
- Clément S., Membrado M. (2010) : « Expériences du vieillir : généalogie de la notion de déprise ». In Carbonnelle S. (coord.) : *Penser les vieillesse. Regards sociologiques et anthropologiques sur l'avancée en âge*. Paris : Éditions Seli Arslan, p. 109-128.

5. Calendrier d'édition

- 02 décembre 2019 : envoi des textes complets ;
- 15 mars 2020 : retour des expertises ;
- 20 mars 2020 : renvoi des textes expertisés aux auteurs ;
- 30 avril 2020 : transmission des textes définitifs au comité de rédaction ;
- Publication probable : fin 2020.

Les articles complets devront être envoyés à l'adresse mail : mangakalniga@yahoo.fr, un accusé de réception vous sera transmis.